

<https://divergences.be/spip.php?article3691>



# L'État Français : une politique étrangère criminelle laissée impunie

- Aujourd'hui - Avril 2024 -



Date de mise en ligne : mercredi 27 mars 2024

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

[https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L348xH400/fb\\_img\\_1711105437037-e9778.jpg](https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L348xH400/fb_img_1711105437037-e9778.jpg)

Depuis plusieurs décennies la politique étrangère de la France est contraire aux Droits de l'Homme, opposée à l'émancipation, à la paix, à la justice. Après la brutalisation de la colonisation, la France continue de dominer les peuples en scellant des alliances avec des États répressifs, policiers, autoritaires, sans que ça ne suscite trop de débat. Dans plusieurs pays la situation humanitaire est catastrophique comme au Yémen et bien sûr à Gaza et en Cisjordanie où les agressions impérialistes ont fait plusieurs milliers de morts. S'il y a eu le Tribunal de Nuremberg pour juger les criminels de guerre nazis, aujourd'hui, un tribunal de cette ampleur fait défaut pour juger les assassins et leurs complices.

A l'inverse, ce sont les résistants, les écologistes, les anticolonialistes qui doivent rendre des comptes, se justifier... alors que ceux qui répriment, bombardent, affament où ratifient les contrats de vente d'armes dorment tranquilles. C'est un grand paradoxe. Dans la Constitution, il n'est pas prévu et souhaité que le parlement, et encore moins la population, est un droit de regard et de contrôle sur la politique étrangère de la France. Tout se passe dans l'ombre. Même une porte-parole du gouvernement (Prisca Thévenot) peut sincèrement répondre qu'elle ne sait pas si les ventes d'armes à Israël continuent encore. Le pouvoir est aussi peu démocratique qu'il est violent, l'un permettant l'autre. L'ignorance et le dénie favorisant les affaires. Dans une note toute récente, Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI, l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm) relève que la France a gagné une place sur le podium mortuaire. Elle est devenue le deuxième fournisseur d'armes au monde, après les Etats-Unis, devant la Russie et la Chine pour la période 2019-2023.

Bien sûr, ces ventes d'armes ne datent pas d'aujourd'hui. Sans remonter trop loin on peut prendre 2011, date des révolutions arabes, comme point de bascule. Cette année, il y a le souffle de la révolte avec des aspirations démocratiques et sociales fortes des peuples en lutte. Or, plutôt que d'être du côté des immolés, des sacrifiés, des révolutionnaires, la France s'est rangée du côté des contre-révolutionnaires, renouvelant finalement les amis d'hier. Le meilleur mariage étant celui du tyran égyptien [Abdel Fattah al-Sissi](#) qui entretient de très bons rapports avec la France si on en croit les contrats d'armement signés.

La France a vendu quantité d'armes à l'Égypte, devançant même les États-Unis, pour devenir le principal fournisseur d'armes du pays entre 2013 et 2017. Exploit sinistre. Amnesty International en donne le détail.

"Pour la seule année 2017, elle a livré pour plus de 1,4 milliard d'euros d'équipements militaires et de sécurité. La France a fourni des navires de guerre, des avions de chasse et des véhicules blindés, et des entreprises françaises ont fourni, avec l'accord du gouvernement, des technologies de surveillance et de contrôle des foules, dans l'opacité et sans contrôle suffisant sur l'utilisation finale de ces équipements fournis à l'armée et la police impliquées dans de graves violations."

Macron a reçu en 2020 ce même dirigeant alors que les forces de répression étaient en plein travail en Egypte : il y a eu dans le cadre des opérations antiterroristes au Sinaï des exécutions extrajudiciaires et des disparitions forcées. Al-Sissi s'est servi abusivement de la législation antiterroriste pour éradiquer le travail légitime en faveur des droits humains et supprimer toute opposition pacifique. Une idée qui sera reprise par Macron dans un autre contexte et sous différentes modalités.

2011, année des révolutions arabes, de la solidarité de ceux d'en bas contre un système répressif, corrompu et inégalitaire, c'est aussi l'année où les bourreaux continuent de conclure des alliances pour maintenir le contrôle, la surveillance et la répression sur une population que la classe dominante veut soumise. Le 7 octobre 2011, à Ankara, Claude Guéant et Idris Naim Sahin, ministres de l'intérieur de leurs pays respectifs, signent un « [Accord de coopération dans le domaine de la sécurité intérieure entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie](#) ». Cet accord de coopération policière permettait, entre autres, de

faciliter le travail de la police turque pourchassant des opposants réfugiés à l'étranger. Des centaines de personnes réfugiées en France peuvent alors, avec l'accord, être menacées d'extradition.

Si l'Etat se pare des vertus de l'Etat de droit dans ses discours, dont il n'y est pour rien (et n'en a accordé aucun), il pratique la politique de la force à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières avec l'argument que cette violence serait légitime et les contrats de ventes d'armes, légaux.

On connaît l'État policier chez nous pour le matraquage de la résistance, la répression des soulèvements de la terre, la criminalisation des syndicalistes, l'intimidation lors des manifestations, à l'étranger, cette violence d'Etat se fait d'une autre façon, par des accords de coopération ou des contrats d'armements. A l'étranger, par son engagement pour couvrir et soutenir militairement des régimes ultra-violents, la France est complice dans le maintien d'un ordre injuste, dans la répression, et même dans la perpétuation de crimes de guerre.

### **Arrêtons le massacre !**

Entre 2014 et 2018 les exportations d'armes françaises ont augmenté de 47% ; elles représentent désormais 11% des ventes d'armes dans le monde. La politique répressive ici est ailleurs clairement criminelle car elle participe à la destruction du monde, de nos frères et sœurs humains. Presque 400 000 morts au Yémen. Plus de 30 000 morts à Gaza. Il faut juger les assassins, ceux qui tirent, ceux qui forment, ceux qui vendent des armes en dépit de tout ce que l'on sait et que l'Etat refuse de voir en face. En 2017 par exemple, la France refuse de recevoir Amnesty International et son rapport qui expose la complicité de la France dans le drame humanitaire au Yémen car elle fait partie, comme le [Royaume-Uni](#) ou les [États-Unis](#), de la coalition menée par l'Arabie Saoudite qui mène une guerre d'agression au Yémen. Cette guerre a fait presque 400 000 morts, répétons-le, des milliers de mutilés et d'orphelins. Alors que la révolution yéménite de 2011 était pacifiste, les forces répressives ont été sans pitié pour défendre le statu quo. Le conflit a encore une dimension sociale car le Yémen est détruit, pauvre et inégalitaire, et c'est bien une révolution qui pourra en finir avec cette injustice et non pas des bombardements sans fin qui n'ont pour seule finalité que de rajouter de la violence à la violence. "Sur la période 2015-2019, la France est fortement engagée auprès des principaux pays de la coalition militaire qui intervient au Yémen. Et cela, alors même que le 27 janvier 2020 le groupe d'experts des Nations unies sur le [Yémen](#) rapporte, une nouvelle fois, que : « Toutes les parties ont continué de commettre en toute impunité des violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme au Yémen."

Dans le cadre de cette guerre, l'Arabie saoudite a passé 11 milliards d'euros de commandes à la France en 9 ans, selon le journal Le Monde. Ainsi, la France est le troisième pays fournisseur d'armes de l'Arabie saoudite (4,3% des importations saoudiennes) sur la période 2015-2019 derrière les États-Unis (73%) et le Royaume-Uni. En 2015, la France a livré à ce pays pour 900 millions d'euros d'équipements militaires dont 115 véhicules blindés ainsi que plus de 700 fusils de précision. Selon le SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute), en 2016, la France aurait livré des navires intercepteurs aux gardes côtes saoudiens, dans un contexte de blocus maritime partiel du Yémen. En dépit de la guerre d'agression, de la situation humanitaire catastrophique au Yémen où 80% des victimes sont des civils, les affaires restent ; les contrats tiennent.

Parmi les commandes historiques de la France, sans prétendre les passer toutes en revue, il y a eu la vente de 80 avions [Rafale](#) en 2021 ; commande passée par les Emirats Arabes Unis. Un contrat intéressant pour les marchands de mort et pour l'Etat puisqu'il est de l'ordre de 16 milliards d'euros. Clairement, la France est complice des guerres menées à la population par les Etats bourgeois et rétrograde comme les monarchies du Golfe qui se surmilitarisent pour menacer et attaquer leur propre peuple, ou des peuples voisins. Tandis que dans ces pays on surexploite, on maltraite, on exécute, on bombarde, on torture, les contrats tiennent toujours.

Alors que le candidat Macron promettait en 2017 de "n'avoir avec le Qatar et l'Arabie Saoudite aucune

complaisance", il a continué les ventes d'armes et s'est rendu complice de crimes de guerre commis par la coalition portée par l'Arabie Saoudite au Yémen. Personne ne lui en tient vraiment rigueur.

### Crimes contre l'humanité

Peut-on vendre des armes à ceux qui financent le terrorisme international et prétendre le combattre ? Peut-on combattre le terrorisme en étant complice du terrorisme d'Etat ? La France soutient la guerre, avant Macron et plus encore avec lui. L'Etat français a une lourde responsabilité : il militarise les puissants et criminalise ceux et celles qui résistent. Il faut en finir avec les armées responsables de crimes contre l'humanité, en finir avec leurs complices, ceux qui les arment puis préparent le terrain culturel avec des formules qui donnent le feu vert aux bombardements. "Le droit inconditionnel à se défendre" voulu par la présidente de l'Assemblée Nationale a fait des ravages. Plus de 30 000 personnes ont été exterminées à Gaza, par les bombes, la faim, les pénuries de médicaments. Ce n'est pas de la défense, c'est une guerre ! Ces crimes doivent cesser. Les soutiens discursifs et les contrats d'armements doivent cesser. Le silence médiatique qui laisse faire doit être rompu.

### Répression maintenant et à venir

La place de l'Etat oscille en fonction de sa politique, intérieure ou étrangère ; agent principal de la violence ici pour empêcher tout soulèvement social, toute transformation, il agit de concert à l'échelle internationale pour maintenir un ordre du monde inégalitaire et violent. La coopération entre État qu'on a relevé se fait aussi à travers l'Union Européenne. Là non plus la souffrance et les morts ne semblent n'avoir que peu d'influence dans le choix des partenaires commerciaux.

En 2012 l'organisation War Resisters League lance la campagne internationale Facing Tear Gas aux États-Unis où elle dénonce le gaz lacrymogène comme étant une arme de guerre, un outil de répression et de torture contre les peuples qui luttent pour une réelle démocratie. Aujourd'hui, les commandes se renouvellent quant à leur contenu, mêlant lacrymogène et explosif.

Si le porte-parole du département d'État des États-Unis de l'époque, Patrick Ventrell, a vanté les mérites de ce gaz chimique en affirmant qu'il « sauvait des vies et protégeait la propriété », en France, le ministre de l'intérieur nie qu'il s'agit d'armes de guerre. On sait que c'est tout un arsenal qui a été utilisé à Sainte Soline, pour ne prendre que cet exemple, pourtant Darmanin ne parle pas d'armes de guerre : il a toujours nié la réalité de ses actes. Avec ce même déni, cette même indifférence pour les conséquences, le gouvernement a lancé une énorme commande de grenades pour le maintien de l'ordre en novembre 2023, et ce, pour un budget de plus de 78 millions d'euros : la plus importante depuis plus de 10 ans selon [Maxime Sirvins](#), journaliste à Politis.

Suite de cette commande passée à la firme Condor, des grenades GL-307 vont être distribuées à la police française. Il s'agit d'une arme à « effets combinés ». Elle explose en provoquant un blast sonore et contient aussi des produits chimiques qui déclenchent un flash lumineux, destiné à aveugler. Encore un contrat commercial qui en dit long sur l'esprit de l'institution policière et de l'Etat. Le nom de l'entreprise brésilienne n'est d'ailleurs pas anodin. Il renvoie au plan Condor, terrorisme d'Etat orchestré par la CIA et les services secrets des dictatures du cône sud (Chili, Argentine, Bolivie, Brésil, Paraguay et Uruguay) dès le milieu des années 1970 pour lutter contre les syndicalistes, les communistes, les révolutionnaires. Les stocks vont alimenter la guerre contre les nouveaux subversifs du XXIème siècle, ceux et celles qui défendent leurs droits et la vie sur terre.

Inquiétant : un test mené en 2020 au Brésil démontre que des « fragments » ont été propulsés bien au-delà des 10 mètres annoncés. « Plusieurs grenades ont, en plus d'exploser tardivement, projeté des éclats à plus de 42 mètres » précise Maxime Sirvins dans Politis.

## La voie internationaliste comme issue de secours

Les puissants se reconnaissent entre eux, se célèbrent, se décoient et se congratulent ; il faut bâtir un monde où aucun tyran, exploiteur, écocidaire, ne puisse être décoré ou célébré. Alors que l'ancien président François Hollande a remis la médaille de la légion d'honneur au prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Nayef, également ministre de l'Intérieur, en 2016, Macron, quant à lui, a décoré Patrick Pouyanné, à la tête du polluant groupe TotalEnergies. Il lui semblait opportun aussi de décorer Jeff Bezos (2023). Par ailleurs, il entretient à côté de ça de très bon rapport avec les monarques des pays du Golfe qui le traitent comme "un ami." A ceux qui fraudent, précarisent, polluent, assassinent, la Patrie est reconnaissante.

Ces accointances dramatiques permettent les accords commerciaux et participent au problème de la guerre contre les peuples qui est aussi, dans le cadre du capitalisme, une guerre contre la biodiversité. Il faut le dire : favoriser l'accumulation du Capital est un choix criminel. C'est le choix de la mort. La politique austéraitre des grandes puissances comme la France, dopée à la croissance fossile et au glyphosate risque d'en finir avec l'humanité. Si le discours est vert, le résultat est vert-de-gris. Ils savent mais mentent, gagnent du temps, et continuent de nous enfoncer dans les abîmes de la catastrophe climatique sans jamais l'assumer, être contredit, ou avoir de compte à rendre quant à leur imposture.

Aujourd'hui le Capital et les énergies fossiles sont les armes les plus massives qui existent car elles ont un impact de destruction systématique sur le vivant. L'arrêt d'urgence à tirer doit être double : en finir avec les ventes d'armes et mettre un terme au cycle d'accumulation du Capital, car les deux sont porteurs d'une destruction de masse. Si le soutien militaire à des pays impérialistes responsables de crimes de guerre pose problème, la continuité capitaliste dans les énergies fossiles est tout aussi criminelle et couvert de la même impunité.

Aux Etats-Unis, Trump a accéléré la dévastation mais de façon assumée, à la différence de Macron, et il se prépare pour un nouveau mandat encore plus destructeur. "Il a dit : Et alors ? Courons au précipice aussi vite que possible, maximisons l'utilisation des combustibles fossiles, y compris les plus dangereux d'entre eux, supprimons toutes les réglementations qui en atténue quelques peu les effets, dépêchons-nous de tout détruire au bénéfice de mes maîtres, les dirigeants d'Exxonmobil avides de profits." Les criminels de guerre et criminels climatiques devraient rendre des comptes et ça ne se fera pas sans mobilisation, sans libération.

Soyons prêts et organisés : contre les Trump, violeur et corrompu, enclin à en finir avec l'espèce humaine, contre les représentants de la bourgeoisie et des vendeurs d'armes, comme Macron ou Biden, il faut avancer solidaire, avec l'esprit internationaliste, ne reconnaissant comme frontière que la classe sociale.

Organisons-nous contre les agressions impérialistes ; au-delà des frontières, soutenons les peuples attaqués, comme ceux d'Ukraine, de Gaza ou du Yémen. Parlons-en autour de nous. Les peuples victimes d'invasion, d'occupation, ont le droit de se défendre, et même militairement en vertu du droit international. Défendons-les car sans justice il n'y aura pas de paix.

Plutôt que de flatter les puissants, de faire du business avec eux et de les décorer on ferait mieux d'être du côté des opprimés, des femmes, des prisonniers, des prisonnières, des exploités, des organisations qui luttent pour la paix, contre les bombardements, pour le partage des richesses et une alternative écosocialiste. Tout reste à faire.

Maxime Motard